

Mondes arabophones et médias

Gregory Kent et Jerry Palmer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/3837>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.3837](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.3837)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 7-16

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Gregory Kent et Jerry Palmer, « Mondes arabophones et médias », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 01 décembre 2005, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/3837> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.3837>

GREGORY KENT

Plymouth International Studies Center
University of Plymouth
Gregory.Kent@plymouth.ac.uk

JERRY PALMER

London Metropolitan University, London
jpalmer@jpalmer.u-net.com

MONDES ARABOPHONES ET MÉDIAS

Si s'intéresser aux médias arabophones n'est pas nouveau, les attaques du 11-Septembre aux États-Unis ont accentué et élargi l'intérêt porté publiquement à tout ce qui concerne l'opinion des populations arabophones ou, plus largement, islamiques. D'ailleurs, il a nourri nombre de recueils ou de dossiers universitaires récents (Ayish, 2003 ; Hafez, 2001 ; Hafez, 2002 ; Schlesinger, Mowlana, 1993 ; *Middle East Report*, 1993 ; *Middle East Journal*, 2000 ; Sakr, 2001) qui, par exemple, ont traité des systèmes médiatiques arabophones, de la façon dont le monde arabophone est représenté dans les médias occidentaux (Hafez, 2000 ; voir aussi dans la rubrique « Notes de recherche » du présent volume Samaras, 2005 ; Dufour, 2005), ou de celle dont le monde occidental est représenté dans les médias arabophones. Notons que, lors de l'intervention anglo-américaine en Irak, en 2003, cette interrogation est devenue cruciale, dès lors que les interprétations proposées par les médias arabophones exerçaient quelque influence sur le niveau de soutien des populations moyen-orientales à la politique anglo-américaine, sur la capacité de contrôle de

l'information par ces gouvernements, et sur l'élargissement des sources. Ainsi les médias anglophones ont-ils consulté et retenu des informations diffusées dans les médias arabophones (Tumber, Palmer, 2004). Aujourd'hui, cette question reste toute aussi importante, comme l'atteste le fait que, au moment de la rédaction de ces pages, la chaîne satellitaire du Qatar, Al-Jazira, a diffusé une bande vidéo, réalisée par des membres d'Al-Qaida, dans laquelle l'un des kamikazes – un citoyen anglais d'origine pakistanaise – responsable des attaques terroristes à Londres, le 7 juillet 2005, encourage les attaques suicides en justifiant l'assassinat de civils occidentaux (Burke, 2005).

Si ce dossier reprend certaines des perspectives développées dans un colloque organisé à l'université de Sussex, en 2002, autour du thème « L'Islam, les médias, la guerre », il n'aborde pas la façon dont les sociétés islamiques conçoivent la communication (Schlesinger, Mowlana, 1993). En revanche, il privilégie l'analyse du développement récent des médias arabophones, surtout au Moyen-Orient, et leur rapport à l'opinion publique de ces pays. Ce choix résulte d'une constatation – formulée à plusieurs reprises par les auteurs de ce dossier – que le *mediascape*¹ (Appadurai, 1990) arabophone a fondamentalement changé au cours de la dernière décennie, et que ces changements ont influencé l'opinion publique arabe (Ayish, 2003, 2004 ; Fandy, Brown, 2005).

Une telle thématique n'est pas sans poser des problèmes d'ordre conceptuel. D'abord, dans quelle mesure est-il légitime de parler des médias arabophones, puisque cette terminologie implique l'unité des médias en question ? Jusque très récemment, ces derniers – comme d'autres dans le monde – se sont fondés sur l'idée d'État-nation dans la mesure où la langue utilisée, le cadre réglementaire, le public auquel on s'adresse, ou le choix éditorial, y renvoient. Or, le manque d'unité politique du monde arabophone implique un manque équivalent au sein des médias. Cette unité n'est peut-être pas plus vraisemblable ici qu'elle ne l'est dans les médias anglophones. Néanmoins, l'existence d'une langue commune dote les médias d'une unité minimale qui, pour eux, est capitale. Et la présence même de nouveaux médias transnationaux arabophones résulte largement du statut transnational de la langue arabe. Ce qui conduit à un deuxième sujet : le rôle de l'Islam. Pour le traiter, deux points sont à prendre en compte. En premier lieu, les nations arabophones comportent des populations largement musulmanes. En deuxième, le statut transnational de la langue arabe provient du développement historique de l'Islam.

¹ Ce néologisme combine les termes « médias » et *landscape* (paysage).

En dépit de ceci, il apparaît que le monde arabophone, pour ne pas dire le monde de l'Islam, est loin d'être unifié. En effet, la vision d'une communauté universelle islamique, la *ummah*, est loin d'être réalisée et ne dispose pas d'équivalent politique actuel. Les divisions politiques entre les États en question – sans parler de ceux qui ne sont pas arabophones mais qui ont des populations en partie ou entièrement islamiques, tels l'Indonésie, le Pakistan ou l'Iran – l'en empêchent. Toute unité quant à des sujets de discussion est donc ambiguë et partielle. Finalement, on partira – comme le montre Gregory Kent – du constat qu'il y a un mélange entre unité et hétérogénéité. Une certaine unité serait fondée sur une langue et une religion communes qui, probablement, ont produit une culture en partie partagée. *A contrario*, des différences d'interprétation sur la religion, des traditions politiques divergentes, autant que des expériences différentes du colonialisme et des luttes pour s'en affranchir ont produit la diversité qu'on connaît. Il va sans dire que les auteurs de ce dossier rejettent – explicitement ou implicitement, selon le cas – la thèse d'une « lutte des civilisations » telle que l'a proposée Samuel Huntington (1998).

Si les médias arabophones sont en prise avec un État-nation (langue, choix éditorial, publics, cadre réglementaire), ils entretiennent une relation ambiguë à celui-ci, surtout quand il s'agit des médias transnationaux. À ce sujet, deux éléments sont caractéristiques : l'existence d'une langue transnationale et le fait que, jusqu'à une période récente, les médias des États arabes ont été soumis à des contrôles étatiques très stricts. Comme l'a montré Kai Hafez (2001), dans un tour d'horizon des systèmes médiatiques arabophones, ceux-ci ont été soit directement dominés par l'État, soit par des jeux de pouvoir au sein de l'élite politique, le propriétaire pouvant être un agent de l'État, même si la presse écrite est parfois plus libre qu'ailleurs, ou plus autonome que les médias audiovisuels (Hafez, 2001; Sakr, 2001). Un des éléments les plus importants de ce contrôle fut les agences de presse nationales qui ont servi de bureau centralisé à la collecte et la dissémination des informations concernant le pays, tant à l'intérieur des frontières qu'à l'extérieur (Ayar, 2001 ; Austria Press Agentur, 2002). Ainsi une étude des médias irakiens met-elle en évidence que, avant l'invasion de 2003, la plupart des informations diffusées provenait à une exception près – un journal dont le propriétaire était Ouday, le fils de Saddam Hussein (Huguenin-Benjamin, 2004) – de communiqués de presse de l'agence officielle. Une autre étude, portant cette fois-ci sur une période antérieure, montre que l'information à destination du Moyen-Orient a été lacunaire du fait des contrôles exercés par l'État (Middle East Report, 1993). Par exemple, rien n'a été dit au sujet des attaques au gaz à Halabja ou de la campagne génocidaire contre les Kurdes, le *Anfal*.

Selon Hisham Milhem (Middle East Report, 1993), l'attaque de Halabja a été couverte par les médias koweïtiens et d'autres États du Golfe, mais exclusivement après l'invasion du Koweït par l'Irak. Des événements de grande importance ont pu être utilisés sans vergogne, et ce dans un but stratégique par ceux qui détenaient le pouvoir, en même temps que les médias. Les articles rassemblés ici, centrés sur l'analyse des éléments de continuité et de changement dans les pays arabophones, se révèlent donc pertinents pour étudier plus largement le discours démocratique et parlementaire (Stanyer, Wring, 2004 ; Plattner, Diamond, 2002 ; Brumberg, 2002).

Dans le dossier, le thème de la relation entre les médias transnationaux et le contrôle exercé par l'État-nation apparaît à plusieurs reprises. Pour Nouredine Miladi, l'impact récent et bien connu du service satellitaire Al-Jazira, diffusé à partir du Koweït, est dû au fait que la politique de ce pays a permis une plus grande liberté d'expression que partout ailleurs au Moyen-Orient. La conséquence en est que les médias et les hommes politiques des autres pays arabophones sont soumis à une pression de l'opinion qui demande l'expression et la diffusion d'idées et d'informations divergentes, par exemple au sujet d'événements politiques, militaires ou autres. Dans une analyse des réformes récemment mises en place dans les États du Golfe pour réglementer les médias, Naomi Sakr – dans cette livraison – se montre plus pessimiste : les États arabophones exercent toujours un contrôle étroit sur ce qui est diffusé. Ce contrôle est plus ou moins formel, telle l'imprécision quant à la liberté d'expression et de ses limites. Un flou qui permet une marge d'initiative aux pouvoirs, sachant que le choix éditorial est souvent contrôlé par les propriétaires de médias, eux-mêmes liés à des cercles politiques. Comme le remarque Monroe Price (2003), dès lors que le cadre réglementaire des médias est toujours, en partie et entre autres choses, un support pour le maintien au pouvoir d'un groupe social, la rhétorique employée pour justifier la réforme des cadres réglementaires – surtout sous la pression de la mondialisation – est rarement reproduite dans les réformes. C'est ce même décalage que montre Naomi Sakr dans le cas des États du Golfe.

Néanmoins, au cours de la dernière décennie, la situation a profondément évolué car la création des nouveaux médias transnationaux et, surtout, de services de télévision satellitaires, a réduit la capacité des États à maîtriser les informations et les opinions (Amin, 2003 ; Fandy, Brown, 2005). Ce changement, qui est le résultat de nouveaux choix éditoriaux provenant eux-mêmes d'un choix politique (de l'État ou d'un parti politique), est au cœur de l'analyse de Victoria Fontan et de celle de Nouredine Miladi.

En outre – sujet encore peu connu et peu traité –, la croissance des médias transnationaux arabophones conduit à s'intéresser à leur impact sur les diasporas arabophones et/ou islamiques, notamment dans les pays occidentaux. Si l'on suit la thèse d'Arjun Appadurai (1990), selon laquelle l'immigration et les médias seraient des forces dominantes dans les processus de globalisation et de mondialisation, on constate l'importance de l'usage de ces médias par une telle population. D'ailleurs, comme évoqué *supra*, les réseaux terroristes utilisent les bandes vidéo réalisées par des kamikazes et les diffusent sur les médias transnationaux pour influencer les populations (Burke, 2005). En étudiant l'influence qu'ils exercent sur les populations françaises issues de l'immigration, Kamel Hamidou montre que l'utilisation des médias transnationaux arabophones est inversement proportionnelle au niveau d'intégration subjective à la société d'accueil.

Plus généralement, la nature internationale des réseaux responsables des attaques dans les pays occidentaux et ailleurs (Bali, Casablanca, Madrid, Londres, pour n'en citer que quelques-uns), et la portée inévitablement internationale de la lutte contre eux, posent la question de savoir dans quelle mesure les sociétés occidentales ont la capacité d'influencer l'opinion publique à l'intérieur des nations arabophones et/ou islamiques. En effet, il est aisé de montrer que les variations de ces opinions dépend étroitement de l'actualité, et donc de la façon dont les événements sont compris. Un sondage récemment effectué par le centre Pew (2005), parmi les populations musulmanes de dix-sept pays, montre les convergences et divergences d'opinion au sujet du terrorisme. Et si l'on suit la courbe des sondages que mène régulièrement cette organisation, on s'aperçoit que l'opinion publique musulmane varie selon le cours des événements, dans le monde arabophone et ailleurs. Dans un passé proche, il s'est avéré que le niveau de soutien aux actes terroristes voués à la défense de l'Islam a diminué. Par exemple, en Indonésie, ce soutien est passé de 27 % à 15 % sur une période de deux ans – de mai 2003 à juillet 2005 – ; au Maroc, il a diminué de façon significative en passant de 40 % à 13 % sur la même période, et au Liban, de 70 % à 40 %. Pourtant, contrairement à cette tendance, une majorité de Jordaniens (57 %) prétend que les attaques contre les civils sont souvent justifiées, selon une augmentation par rapport à 2002 (43 %). Dans un sondage britannique récent, 6 % de musulmanes britanniques considéraient que les attaques suicides du 7 juillet 2005 à Londres étaient justifiées, et une majorité (56 %) d'entre eux se disaient « sympathisants ou non avec les suicidaires, au moins ils comprenaient pourquoi des gens étaient capables de telles attaques » (YouGov, 2005).

Au vu de ces éléments, plusieurs questions se posent. Quels sont les rôles respectifs de la politique étrangère occidentale et de la théologie musulmane dans le soutien accordé aux terroristes par le public musulman ? Selon le centre Pew (2005), ceux-ci sont « un peu plus

favorables aux attaques aux bombes quand elles sont dirigées contre des Américains ou autres étrangers en Irak ». En outre, quel a été le rôle des médias dans le développement de telles opinions pendant les dernières années ? Pourquoi ce soutien n'est-il majoritaire qu'au Maroc ? Pourquoi la confiance accordée à Oussama Ben Laden a-t-elle augmenté de façon significative en Jordanie (5 % en 2003 pour atteindre 60 % en 2005) et au Pakistan (6 % en 2003 pour atteindre 51 % en 2005), tandis qu'elle a diminué de 23 % en Indonésie et de 26 % au Maroc ? Il est impossible de répondre à ces questions qui prouvent, par ailleurs, les difficultés auxquelles on est confronté, d'autant que, dans le domaine qui nous concerne, il faut reconnaître que toute tentative d'influencer l'opinion publique arabe et/ou islamique passe – ne serait-ce qu'en partie – par les médias arabophones. Dans ce domaine, la politique étrangère des États-Unis s'est largement engagée dans la création de médias arabophones, ainsi que dans des projets de diplomatie publique² (voir la contribution de Nouredine Miladi). Et vraisemblablement, dans l'avenir, la réceptivité des médias arabophones aux messages occidentaux sera d'une grande importance, faisant du *mediascape* une variable significative (Fandy, Brown, 2005).

Le premier thème du dossier concerne la transformation de l'espace médiatique dans le monde arabophone et/ou au sein de la population musulmane. Les contributions qui correspondent à cette thématique sont majoritairement consacrées aux médias transnationaux diffusés depuis les pays du Moyen-Orient (Kamel Hamidou, Victoria Fontan, Naomi Sakr; Nouredine Miladi). Le second concerne l'opinion publique de ces pays ou de leurs populations diasporiques (Victoria Fontan, Nouredine Miladi, Grégory Kent). Quant aux sous-thèmes, ils analysent la transformation selon une série de déterminants, tels les développements technologiques (surtout dans le domaine satellitaire), les cadres réglementaires et les moyens utilisés pour les contourner, ainsi que les réponses des États et des publics ciblés, pour laisser de côté les décisions économiques qui fondent les nouvelles offres médiatiques. Finalement, ces articles traitent des transformations à l'œuvre dans des pays où, par le passé, l'offre médiatique était strictement contrôlée par l'État, tant au niveau de l'autorisation de diffusion qu'à celui du contenu éditorial (censure et autres contrôles moins formels) (Sakr, 2001 : 103-109). Le changement vient d'abord de l'incapacité des régimes à maîtriser l'offre des services transnationaux, tout au moins au niveau de la réception. Le fait que le choix éditorial résulte de décisions prises par des États (ou des partis politiques), et non de décisions indépendantes, est souvent discutée par les contributeurs (plus frontalement par

² En 2004, le budget consacré à ces projets était 685 millions de dollars (Harkin, 2005).

Victoria Fontan et Nouredine Miladi). Victoria Fontan soutient que la politique éditoriale de la chaîne Al-Manar – chez laquelle certains changements récents font qu'elle est comparable, du moins en apparence, à celle des services audiovisuels occidentaux – est le produit d'un processus répondant aux choix politiques du Hezbollah (le parti politique libanais), dans un contexte politique particulier. Ce qui signifie que même lorsqu'une institution médiatique se rapproche des normes occidentales, elle est susceptible d'être instrumentalisée par un agent politique local, éventuellement peu ouvert à l'influence occidentale. Nouredine Miladi propose une analyse similaire. Selon lui, les innovations culturelles et informationnelles qui caractérisent l'offre d'Al-Jazira et qui semblent être le fruit d'une indépendance éditoriale, ne le sont, en fait, que du fait d'une décision politique. Ainsi l'auteur soutient-il que l'impact d'Al-Jazira sur le monde arabophone vient de ce que l'offre est distincte de celle des services de diffusion des autres pays du monde arabophone, toujours dominés par le produit journalistique du ministère de l'Information et de son agence de presse. Le surgissement d'Al-Jazira a contribué à créer une sphère publique arabe, un espace de discussion et de débat panarabe parmi des peuples auparavant condamnés au silence.

Ce sont surtout les éléments politiques et journalistiques qui sont retenus dans les analyses des autres auteurs, plus que les éléments économiques parce que, comme l'a expliqué Jihad Fakhreddine³ (2004), les propriétaires médiatiques dans le monde arabe considèrent les médias plutôt comme source d'influence politique que comme un investissement marchand. Néanmoins il ne faudrait pas en déduire que la transformation des médias est homogène. Si un service comme Al-Jazira paraît ouvert à la diversité d'opinions, cela ne signifie pas que tous les services de diffusion font de même. D'autant que, comme nous venons de le voir, cette ouverture peut correspondre aux besoins politiques d'un groupe au pouvoir. Comme l'indique Naomi Sakr, l'évolution d'un régime réglementaire risque d'être plus ambiguë qu'on ne le croyait de prime abord. Ainsi l'intérêt croissant porté à l'opinion publique arabe est-il certainement la conséquence de la « guerre contre le terrorisme ». Et si, dans ce contexte, le public occidental s'est intéressé au développement d'Al-Jazira, son impact a été ressenti dans le monde arabophone avant les événements du 11-Septembre. Si ce service a diffusé des bandes obtenues d'Al Qaeda, par contre il a refusé de diffuser un interview d'Oussama Ben Laden fait par son propre correspondant à Kaboul, Tayssir Alouni, le considérant comme trop propagandiste et sans valeur d'actualité (CBS, 2002). Depuis, Al-Jazira n'a jamais permis à des représentants des groupes terroristes de parler en

³ J. Fakhreddine est directeur de recherche sur les médias à l'agence Gallup de Dubaï.

direct sans l'accompagnement de commentaires ou autres cadrages éditoriaux, et ce pour éviter d'être accusé de favoriser la propagande du terrorisme à l'attention des populations arabophones (Eedle⁴, 2005). Pourtant, la question de l'opinion publique arabophone et les relations qu'elle entretient avec le développement des médias arabophones est susceptible d'être envisagée selon plusieurs angles. Kamel Hamidou analyse les tendances qui s'expriment parmi les populations françaises issues de l'immigration par rapport à l'influence des stations satellitaires arabophones, tandis que Noureddine Miladi considère – comme nous l'avons déjà souligné – que l'impact indirect d'Al-Jazira a été d'augmenter la pression en faveur d'une liberté d'expression dans le monde arabe. Cette pression serait le produit des discussions ouvertes à une pluralité d'opinions, pluralité typique de l'offre de ce service. Depuis une décennie, c'est-à-dire suite à la politisation croissante de l'Islam, le développement des médias arabophones a été suivi par une élite occidentale (voir la contribution de Gregory Kent dans ce dossier). Pour sa part, Victoria Fontan analyse dans quelle mesure le développement de la politique éditoriale d'Al-Manar est en relation avec la façon dont le Hezbollah interprète les événements extérieurs au parti. Ce qui aurait amené le parti à développer une politique éditoriale plus « ouverte » ou plus « occidentalisée ». Or, la guerre en Irak a changé les opinions des musulmans Shias qui constituaient un pourcentage significatif du public ciblé par ce service.

Dans cette livraison de *Questions de communication*, mais en marge du dossier, on trouvera deux contributions en lien avec thèmes évoqués, à savoir la façon dont les événements du monde arabophone sont présentés dans la presse européenne. En l'occurrence, une étude de la presse grecque (Athanasios N. Samaras) et dans le quotidien français *Le Monde* (Lucas Dufour). En comparant ces deux articles avec ceux qui constituent le dossier, on distingue un contraste intéressant en ce qui concerne le rôle « explicatif » de l'Islam. Pour ceux qui analysent les institutions des médias dans les pays arabophones, et/ou à culture islamique, l'Islam est une force culturelle et politique capable de servir de base à une analyse des modalités d'organisation de ces médias, que ce soit sous la forme d'une politique fortement influencée par les valeurs musulmanes et capable de s'attirer l'adhésion de la « rue arabe » (Victoria Fontan), ou sous la forme de valeurs culturelles qui sous-tendent les normes discursives du monde islamique (Gregory Kent). Selon ce dernier, les structures de la communication dans le monde islamique sont liées aux valeurs culturelles de l'Islam autant qu'aux structures religieuses et politiques, même si l'évolution actuelle du

⁴ P. Eedle est directeur de l'Outthere News, une agence de presse anglaise spécialisée dans le monde arabe.

monde arabe veut que ces relations soient susceptibles de devenir floues et ambiguës. En revanche, pour ceux qui analysent la représentation du monde arabophone et islamique dans les médias européens, l'Islam est plutôt un alibi, un détournement explicatif – ou qui se voudrait comme tel – mais qui, finalement, serait sans fondement explicatif, que ce soit dans un cadre ouvertement marxiste (Lucas Dufour) ou dans un cadre utilisant des schémas d'explication empiriques d'origine anglo-saxon (Athanasios N. Samaras). Dans les deux cas, l'existence de l'Islam est centrale dans l'échantillon de la presse européenne analysé par ces auteurs. En ce qui concerne la Grèce, c'est la relation entre l'anti-américanisme enraciné dans la culture contemporaine grecque, et la haine traditionnelle des grecs pour l'Islam (due à l'occupation ottomane), qui explique la façon dont les attaques terroristes contre les États-Unis sont présentées. Dans le cas du *Monde* et la guerre « oubliée » du Soudan, ce serait l'opposition entre un Soudan musulman et un Soudan chrétien ou animiste qui expliquerait cette guerre, alors que la réalité est différente. Dans les deux exemples, la nature des représentations européennes de l'Islam est due à quelque chose d'extérieur au monde arabophone, c'est-à-dire aux éléments idéologiques propres aux deux pays européens en question.

Références

- Amin H., 2003, « Watching the War in the Arab World », *Transnational Broadcasting Studies* 10, <http://www.tbsjournal.com/amin.html>.
- Appadurai A., 1990, « Disjuncture and difference in the global cultural economy », *Theory, Culture, and Society*, 7, 2-3, pp. 295-310.
- Austria Press Agentur, 2002, *The Various Faces of Reality-Values in News (Agency Journalism)*, Wien, Studien Verlag.
- Ayar F., 2001, « The Future of National News Agencies : should national agencies give way to regional agencies ? », *News Agencies and the Internet*, communication au colloque de l'UNESCO, Amman (Jordanie), Jan.
- Ayish M., 2003, *Arab World Television in the Age of Globalisation. An Analysis of Emerging Political, Economic, Cultural and Technological Patterns*, Hamburg, Deutsches Orient-Institut.
- 2004, « News credibility during the 2003 Iraq War : a survey of UAE students », pp. 323-35, in : Berenger R., ed., *Global media go to war : Role of news and entertainment media during the 2003 Iraq war*, Spokane, WA, Marquette Books.
- Brumberg D., 2002, « Democratisation in the Arab World », *Journal of Democracy*, 13, 4, pp. 56-68,
- Burke J., 2005, « Secrets of bomber's death tape », *Observer*, 4 Sept, pp. 8-9.
- CBS, 2002, « Al-Jazeera Jilts CNN In Tape Tiff », <http://www.cbsnews.com/stories/2002/02/01/attack/main327931.shtml>.

- Eedle P., 2005, « Impacts of Jihadist Internet Subculture on Mainstream Arab Media », Communication au séminaire sur les médias et la sphère publique arabophones à l'université de Westminster, mars.
- Fakhreddine J., 2004, « Digital Satellite TV Channels Run by Gut Feelings : Pan-Arab Satellite Broadcasters and Audience Research », Communication au séminaire sur les médias et la sphère publique arabophones à l'université de Westminster, dec.
- Fandy M., Brown S., 2005, « Arab Media. Tools of the Governments : Tools for the People ? », <http://www.usip.org/virtualdiplomacy/publications/reports/18.html>
- Hafez K., 2000, *Islam and the West in the Mass Media*, Cresskill, New Jersey, Hampton Press.
- 2001, *Mass Media, Politics & Society in the Middle East*, Cresskill, New Jersey, Hampton Press.
- 2002, « Mediated Political Communication in the Middle East », *Political Communication*, 19, 2, pp. 121-280.
- Harkin J., 2005, « The PR campaign for Brand America », *Guardian*, 17 Sept., <http://www.guardian.co.uk/comment/story/0,3604,1572122,00.html>
- Huguenin-Benjamin R., 2004, « Discours à sens unique : l'Irak avant la chute du Baas », pp. 55-104, in : Lamloum O., éd., *Irak : Les médias en guerre*, Paris/Arles, Sindbad/Actes Sud.
- Huntington S., 1998, *The Clash of Civilisations and the Remaking of the World Order*, New York, Touchstone.
- King A., 2005, « One in four Muslims sympathises with motives of terrorists », *Daily Telegraph*, 23 May, <http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2005/07/23/npoll23.xml>
- Middle East Report*, 1993, « Politics and the Media in the Arab World », 180, pp. 16-37.
- Middle East Journal*, 2000, « Media and the Middle East », 54, 3.
- Pew, 2005, « Support for Terror Wanes Among Muslim Publics. Islamic Extremism: common concern for Muslim and Western publics », Nation Pew Global Attitudes Survey, 17, www.pewglobal.org
- Plattner M., Diamond L., 2002, « Democratisation in the Arab World », *Journal of Democracy*, 13, 4, pp. 5-68.
- Price M., 2002, *Media and Sovereignty*, Cambridge, Massachusetts Institute of Technology Press.
- Sakr N., 2001, *Satellite Realms : Transnational Television, Globalization and the Middle East*, New York, I. B. Tauris.
- Schlesinger P., Mowlana H., 1993, « Introduction », *Media and Islam, Media, Culture and Society*, 15, pp. 5-89.
- Stanyer L., Wring, D., 2004, « Public Images, Private Lives : the Mediation of Politicians Around the Globe », *Parliamentary Affairs*, 57, 1, pp. 1-223.
- Tumber H., Palmer J., 2004, *Media at War : The Iraq Crisis*, London, Sage.